



ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN

A Paris, le 22 juillet 2019

## **La mobilisation des RUE(s) ne s'arrêtera pas à la journée du 27 juin**

Le SNPES-PJJ/FSU et la CGT-PJJ ont déposé pour le 27 juin dernier un préavis de grève dans le cadre de la réforme de la filière sociale au sein de la PJJ. Préavis qui est le fruit d'assemblées générales et d'échanges entre les personnels mobilisés sur différentes régions.

Disons-le tout de suite, ce préavis était plus spécifiquement destiné à soutenir la mobilisation des RUE qui se traduit depuis plusieurs mois dans un mouvement social en lien avec la création du corps des cadres éducatifs.

En effet, le malaise est grand au sein de cette fonction et il continue à s'exprimer sur l'ensemble des territoires à des degrés différents.

L'administration reste sourde et ne remet aucunement en question le déficit de portage de ce dossier malgré des contres exemples au sein des autres fonctions publiques !

Ce 27 juin ce n'est pas moins de 50% des RUE qui se sont saisi.e.s de notre préavis de grève ! Jamais des responsables d'unités ou de services ne se sont mobilisé.e.s aussi massivement !

D'ores et déjà dans de nombreuses AG, les personnels ont rappelé leurs désaccords profonds et la nécessité d'inscrire le mouvement dans la durée avec des actions programmées pour la rentrée prochaine !

Au-delà du soutien qu'apportent la CGT-PJJ et leSNPES-PJJ/FSU aux RUE engagé.e.s dans ce bras de fer, nous demandons à notre administration d'envisager maintenant une porte de sortie à la hauteur des enjeux sauf à jouer le pourrissement pour mieux agiter l'arme du disciplinaire.

A ce propos, le SNPES-PJJ/FSUFSU et la CGT-PJJ dénoncent toutes les intimidations envers les personnels engagés dans ce mouvement qui commencent à s'exercer au sein des territoires.

Pour autant, cette mobilisation, rare et importante, ne semble toujours pas émouvoir une administration qui se rigidifie en affichant une attitude de mépris ! Il n'est effectivement pas simple d'admettre ses propres errements voire manquements. Mais l'administration sortirait grandie en entendant enfin la grogne des personnels qui assurent l'encadrement de premier niveau. Cela serait un juste retour des choses au regard de la place et du rôle qu'a souhaité leur accorder la logique administrative au sein de l'Institution PJJ.

Les personnels soutenus par la CGT-PJJ et le SNPES-PJJ/FSU sont ouverts à des négociations qui tiennent véritablement compte de ce malaise et de la rupture qui sont en train de s'inscrire durablement dans le paysage de la PJJ !

Il y a encore aujourd'hui possibilité de sortir de cette crise de manière apaisée tout en tenant compte des revendications construites par les RUEs.

N'offrir comme seule sortie de crise que la soumission ou les poursuites disciplinaires serait un échec pour la DPJJ.